

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION POUR LA GESTION DES ASSISTANTS DES SENATEURS

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15, rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION POUR LA GESTION DES ASSISTANTS DES SENATEURS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 13 mars 2024

Le Commissaire aux comptes

JPA



Pascal ROBERT

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	Net au 31-déc.-23	Net au 31-déc.-22	PASSIF	Net au 31-déc.-23	Net au 31-déc.-22
Autres créances Banques	5 997 399 923 600	3 037 122 1 618 680	Reliquat exercice antérieur Trésorerie nette de l'exercice	-	-
			Excédent à reporter	-	-
			Provisions pour risques	6 819 624	4 455 798
			Provisions pour charges		
			Dettes fiscales et sociales		
			Autres dettes		
	6 920 999	4 655 801		6 920 999	4 655 801

COMPTE DE RESULTAT

	2023	2022	Variation en valeur annuelle
PRODUITS DES ACTIVITES			
Subvention de fonctionnement :	69 547 811	64 955 883	4 591 928
Autres produits gestion courante	90 297	76 396	13 902
Transfert de charges	255 855	189 125	66 731
Reprise de provisions			-
Total des produits de fonctionnement	69 893 964	65 221 403	4 672 560
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Achats	-	-	-
Services extérieurs	-	-	-
Autres services extérieurs	712 932	608 206	104 725
Charges des activités			-
Impôts et taxes	4 832 817	4 531 127	301 690
Salaires et traitements	46 381 131	42 106 431	4 274 700
Charges sociales	17 967 041	17 972 655	- 5 614
Personnel extérieur	-	-	-
Dotations aux amortissements	-	-	-
Dotations aux provisions	-	-	-
Autres charges	44	2 984	- 2 940
Total des charges de fonctionnement	69 893 964	65 221 403	4 672 560
1. Résultat de fonctionnement	-	-	-
Charges financières	-	-	-
Résultat financier	-	-	-
RESULTAT COURANT FONCTIONNEMENT	-	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Autres produits exceptionnels de gestion	-	-	-
Produits sur exercice antérieur	-	-	-
Quote part subvention investissement	-	-	-
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Pénalités et amendes	-	-	-
Autres charges exceptionnelles	-	-	-
Charges sur exercice antérieur	-	-	-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	-
3 - Résultat exceptionnel	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	69 893 964	65 221 403	4 672 560
TOTAL DES CHARGES	69 893 964	65 221 403	4 672 560
RESULTAT DE L'EXERCICE	-	-	-

A.G.A.S		
	ANNEXE	1
Total du bilan :	6 920 999 Euros	Résultat : 0 Euros
Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 31 décembre 2023.		
1 REGLES ET METHODES COMPTABLES		
<p>Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> * continuité de l'exploitation, * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, * indépendance des exercices, <p>et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.</p> <p>La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.</p>		
2 ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES INFORMATIONS		
<p><u>Autres informations significatives</u></p> <p>L'association a pour objet la gestion des assistants des sénateurs au niveau social. L'association a en charge l'établissement de la paie et les déclarations sociales de tous les assistants des sénateurs, ces derniers étant employeurs de leurs assistants.</p> <p>Cette activité a pour conséquence que l'association gère des fonds qui ne lui appartiennent pas et se contente d'encaisser les ressources venant du Sénat et de les reverser aux différents tiers de l'association, c'est-à-dire les assistants des Sénateurs et les organismes sociaux.</p> <p>Cette particularité rend l'utilisation du plan comptable plus complexe. C'est pourquoi, l'AGAS a opté pour un régime de comptabilisation simplifié pour leur permettre d'avoir une lisibilité comptable plus accessible pour ses membres. De ce fait, au lieu de retracer l'ensemble de ses opérations comme des opérations pour compte de tiers, l'association utilise des comptes de charges et de produits pour gérer l'ensemble des dépenses engagées d'ordre et pour compte des Sénateurs employeurs au titre de l'établissement de la paie et des déclarations sociales de leurs salariés et l'ensemble des subventions afférentes versées par le Sénat.</p> <p>Cependant, l'association n'étant pas l'employeur des collaborateurs, les obligations des Sénateurs à l'égard de leurs collaborateurs dont le montant ou l'échéance apparaissent incertains à la clôture et qui ne sont pas, dès lors, incluses dans la subvention ne font pas l'objet d'une provision dans ses comptes. Les congés payés acquis et non pris par les collaborateurs au 31 décembre de l'exercice ne sont pas, pour la même raison, présentés en charges à payer.</p> <p>Au surplus, cela évite de créer de distorsion significative entre la subvention versée par le Sénat et les comptes annuels de l'AGAS. Ces obligations non comptabilisées font l'objet d'une mention dans l'annexe afin de donner une information complémentaire au lecteur.</p>		

Etat des créances :

	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Actif circulant & charges d'avance	5 997 399	5 997 399	
TOTAL	5 997 399	5 997 399	-

Etat des dettes :

	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs			
Dettes fiscal. & social.	6 819 624	6 819 624	
Autres dettes	101 375	101 375	
TOTAL	6 920 999	6 920 999	-

Tableau de variation des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de rep.	-	-		-
Réserves				
Report à nouveau				
Résultat comptable de l'exercice	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

Engagements hors bilan**A. Evaluations des contributions volontaires en nature**

	2023	2022
Section investissement :		
Logiciel	6 192.88	21.41
Constructions	5 527.32	6 649.83
Installations techniques, matériels et outillages	136.87	902.59
Autres immobilisations corporelles	2 707.80	1 223.74
Total section	14 564.87	8 797.57
Section de fonctionnement :		
Achats de matériels, équipements et travaux (petit mobilier)	1 512.90	3 413.31
Achats non stockés de matières et fournitures (électricité)	5 674.53	7 162.70
Sous traitance générale	10 385.85	10 233.92
Crédit bail (copieurs)	-	-
Location	130 760.79	120 369.38
Maintenance	9 265.02	6 863.93
Assurance	-	-
Etudes et recherche		176.50
Divers (formations informatiques)	160.52	2 116.63
Honoraires	833.47	1 244.81
Impressions	2 234.39	977.20
Frais de représentation	-	-
Frais postaux et de télécommunication	619.82	809.54
Rémunération du personnel titulaire et stagiaire	822 762.76	754 209.64
Charges de sécurité sociale et prévoyance du personnel titulaire et stagiaire	129 021.42	121 975.15
Autres charges sociales	-	-
Total section	1 113 231.47	1 029 552.71
Total des mises à disposition	1 127 796.34	1 038 350.28

B. Montant des congés payés latents

Les congés payés représentent au 31 décembre 2023 un montant de 3 151 465,02 euros.

Ce montant n'est pas comptabilisé pour ne pas engendrer un décalage de résultat qui nuirait à la présentation des comptes sociaux de l'AGAS. En effet, le Sénat n'intègre pas dans sa dotation globale le montant de la provision congés payés qui amènerait un apport de trésorerie à l'AGAS non justifié au titre de ces décaissements.